

CERCLE VICIEUX OU CERCLE VERTUEUX ?

➔ À NOUS DE DÉCIDER !

Depuis des années, seule la voix des patrons de multinationales est écoutée par ceux qui dirigent notre pays. Et cela va de mal en pis pour la population et notamment pour les retraités.

Assez d'entendre quotidiennement ces soi-disant « experts économiques », qui ne considèrent le salaire, la Sécurité sociale, les congés payés, que comme des charges, à rabaisser sans cesse, et le Code du Travail comme une contrainte, inacceptable puisqu'il protège les salariés.

Ils font semblant d'ignorer que c'est seulement l'activité des travailleurs qui crée les richesses dont ils se gavent. Cette réalité, nous, retraités, nous la connaissons mais les salariés d'aujourd'hui semblent l'avoir oubliée, influencés qu'ils sont par la propagande qui veut leur faire croire qu'ils ne sont qu'un coût et rien d'autre.

Le patronat impose un cercle vicieux : plus on réduit le pouvoir d'achat, plus on réduit la consommation, plus on réduit les commandes des entreprises, et plus on aggrave le chômage et la situation économique !

La solution n'est pas dans le pacte dit de « responsabilité » ni dans le CICE, qui n'ont pour seul résultat que de plonger l'économie du pays dans la récession.

Ce qu'il faut, c'est mettre en place un programme de politique industrielle et sociale audacieux, clair, réaliste et assis sur des critères de gestion de vraie gauche, pour que tous les salariés s'y retrouvent, y voient un intérêt évident et mettent tout en œuvre pour le faire aboutir. Et ce programme audacieux il faut l'argumenter, le faire connaître largement pour contrer ce qu'on nous impose dans les médias, à longueur d'émissions, comme étant inéluctable.

Ce projet, pour être compris et porté, doit concerner la réindustrialisation, la protection sociale dans tous ses aspects, l'emploi : redonner au pays sa dimension industrielle aura pour conséquence la création d'emplois qui, en cascade, alimenteront les caisses de Sécurité sociale et augmenteront le pouvoir d'achat. C'est la remise en marche d'un cercle vertueux qui permettra de relancer l'économie dans l'intérêt des salariés et des populations.

Pour mettre en application nos propositions fondamentales, il est impératif de sortir de l'Europe du capital car les dogmes européens sur la concurrence libre et non faussée les rendraient inapplicables. Notre peuple s'était majoritairement opposé par referendum, en 2005, au traité de Maastricht que l'on a imposé, sous une nouvelle écriture. Mais tout traité peut être dénoncé et renégocié ! Assez de subir les injonctions de technocrates au service de la Finance internationale !

Nous sommes aujourd'hui au carrefour d'un changement de société : ou on s'accommode de celle qu'on nous impose ou on se révolte pour la combattre.

Le choix est clair et nous avons la capacité d'imposer ce changement radical si on en est convaincu et si on veut vraiment s'en donner les moyens.

C'est le sens de la signature par la Fédération de l'appel pour la **mobilisation du 15 novembre**, à Paris et dans les grandes villes avec des organisations politiques syndicales et associatives, rassemblées dans le collectif 3A (Alternative à l'Austérité), pour dire « Stop » à l'austérité et aux cadeaux faits aux patrons !

ASSEZ DE GÉMIR, AGISSONS LE 15 NOVEMBRE !

Sommaire

- 1 . L'édito
- 2 . L'action
- 3 . L'information
- 4 . L'orga, le Point. La vie des sections.

● **Le 30 septembre,** les retraités étaient dans la rue, à l'appel de l'UCR CGT, de plusieurs autres organisations syndicales de retraités et associations. Les rassemblements et manifestations ont réuni 30 000 personnes, dans des actions qui ont parfois pris un tour inhabituel. Ainsi en Moselle, comme le rapportent nos camarades :

Plutôt que d'aller manifester comme d'habitude devant la Préfecture où, bien souvent, nous sommes reçus par le « veilleur de nuit », les retraités de Moselle ont décidé d'affronter directement les élus nationaux et régionaux du PS, qui sont aussi co-responsables de cette politique d'austérité que nous subissons, retraités, encore plus intensément.

Le 30 septembre, à 10 h 30, 300 manifestants se sont rassemblés devant le siège départemental du PS à Maizières-lès-Metz, avec des slogans pas du tout tendres envers les responsables de cette rigueur qui fait tant de mal aux familles.

Une délégation a été reçue et a débattu durant près d'une heure avec deux députés et d'autres élus locaux et régionaux. Bien sûr, nous leur avons mis sous le nez tous les mauvais coups portés aux retraités, aux salariés ainsi qu'à leurs familles de-

puis que le président « normal » est à l'Elysée, et souligné aussi toutes les décisions qui ne sont pas de nature à relancer l'économie.

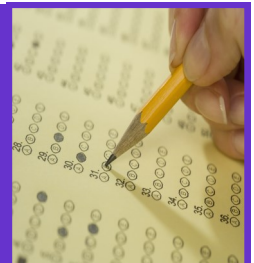
Nous avons manifesté aussi et surtout notre opposition au Pacte de Responsabilité, qui est une véritable machine à broyer le social « made in France ». En bref, nous leur avons expliqué que le Gouvernement et le PS sont en train de se dissoudre dans le Capital, et aussi qu'ils n'ont plus la légitimité de se prétendre les descendants de Jean Jaurès, comme ils osent s'en réclamer bien trop souvent.

Devant l'air narquois et arrogant de quelques membres du PS, ce qui n'a pas du tout plu à certains manifestants, les esprits se sont échauffés, une petite bousculade et une échauffourée s'en sont suivies dans les couloirs du PS.

Tout cela s'est calmé devant le barbecue géant organisé par nos camarades de l'UD.

**Les retraités de Moselle sont prêts
pour une nouvelle action,
d'une plus grande envergure,
nationale.**

► **Enquête Vie Nouvelle (dans le numéro 183 de sept/oct. du magazine) : il est important qu'un maximum de réponses parvienne à l'UCR, ou même à l'UFR-FNIC, qui transmettra.**



● **Les retraités encore dans le colimateur du Gouvernement !**

Trop c'est trop !

La principale raison du « déficit » de la Sécurité sociale, 15,4 milliards d'euros, réside dans l'effondrement des recettes et non dans l'inflation des dépenses :

- Le Pacte de Responsabilité la prive de 6,2 milliards en exonérations de cotisations patronales ;
- Les fraudes patronales entraînent un manque à gagner de 20 à 25 milliards ;

Plutôt que de s'en prendre aux racines du mal, le gouvernement exige :

- 500 millions d'économies supportés par les agents de la Sécurité sociale ;

- 700 millions d'économies supportés par les familles ;
- 3,2 milliards d'économies sur l'Assurance maladie.

Et les retraités sont une nouvelle fois appelés à payer, pour tous ceux dont le revenu est supérieur à 13 900 euros (une part) et 21 322 € (2 parts), la CSG passerait de 3,8 à 6,6 % !

Faire des cadeaux au patronat et prendre les salariés et les retraités comme cibles, c'est du grand Art !

L'UCR CGT appelle toutes les organisations, tous les retraités, à manifester vigoureusement leur opposition à un tel projet.

Extraits du communiqué de l'UCR CGT du 16 octobre 2014



● UNE BELLE CONTINUITÉ !

Aux élections CE/DP de Kem One Saint-Fons (69), la CGT regagne la majorité absolue malgré des manœuvres de la direction visant à l'affaiblir. A noter que, depuis le Comité Patriotique instauré à l'automne 1944 à l'usine, et sa transformation en CE par l'ordonnance du 22 février 1945 et les élections les jours suivants, le secrétaire du CE de Saint-Fons a toujours été un représentant de la CGT, sans interruption ! Depuis 69 ans donc. Ce n'est pas tout-à-fait par hasard...

Un camarade retraité, de Kem One Saint-Fons

MISES AU POINT !

Il est faux de prétendre que la France du XXIème siècle n'a pas les moyens de supporter le coût financier d'un dispositif social (les retraites) pourtant mis en place, il y a près de 70 ans, dans un pays ruiné par la guerre et le pillage économique organisé qui en fut le corollaire. Il suffit pour ce faire d'en prélever les disponibilités nécessaires là où elles se trouvent, c'est-à-dire dans les énormes profits issus de la spéculation financière menée par les grands groupes industriels, bancaires, assuranciers de toute nature qui écumant littéralement notre potentiel économique.

UFR des Tabacs et Allumettes

Si notre économie est dans le rouge aujourd'hui, une des causes en est peut être que le travail au noir n'a jamais été aussi élevé. D'après une récente enquête de la Cour des Comptes, il représenterait 1 % de notre PIB soit environ 25 milliards d'euros. Ce sont les patrons du bâtiment et de la restauration qui seraient les premiers responsables. Il y a peut-être là une source de création d'emplois !

USR CGT du Rhône

☛ RETRAITÉS PAUVRES ... EN ALLEMAGNE

Une économie nationale riche. Mais une précarité individuelle qui augmente. Voilà le paradoxe constaté chez nos voisins allemands.

En Sarre, près de 7500 personnes âgées de plus de 65 ans, doivent, en raison d'un montant de retraite insuffisant, faire appel à l'aide sociale « Grundsicherung », soit une augmentation

de 78 % en dix ans. En 2012, plus de la moitié des retraités sarrois touchaient moins de 706 euros mensuels, seuil considéré comme revenu minimum de vie.

Voilà où mène la politique d'Angela Merkel, qui voudrait l'imposer à l'Europe tout entière.

Voilà où nous allons si nous ne réagissons pas encore plus fort !

Un camarade de la plateforme pétrochimique de Saint Avold (57)

Ajoutons qu'en 2012 déjà, 1,5 à 2 millions d'enfants vivaient dans la pauvreté...

☛ DÉCLARATIONS ET RÉALITÉS...

La Cour des Comptes a révélé le montant des aides dont l'Etat nantit la presse écrite. Entre 2009 et 2011, *Le Monde*, qui appelle à réduire la dépense publique, a reçu 55,3 millions d'euros. *Le Figaro* de Serge Dassault, qui ne manque jamais d'exiger qu'on « supprime toutes les aides » a reçu 51,6 millions d'euros. *Le Point* de Franz-Olivier Giesbert, auteur de dossiers sur « les tricheurs du chômage » ou « la France des assistés » a été nanti de 13,5 millions d'euros. Et la situation perdure quant aux aides versées à ces journaux et magazines, et les exigences de leurs patrons : ainsi *Le Point*, en janvier 2014, s'indigne des « dépenses publiques les plus déliantes » dont les bénéficiaires sont sommés de « rendre l'argent »...

Information transmise par un camarade retraité de Péchiney Noguères (64)

● Le 19 octobre 2014, à 14 heures ☞ cérémonies commémoratives des exécutions de Châteaubriant (22 octobre 1941). La FNIC a déposé des gerbes en mémoire de nos camarades Poulmarch, Perrouault, Renelle, fusillés parce que militants de la CGT et résistants.

L'Agenda

6 NOVEMBRE,

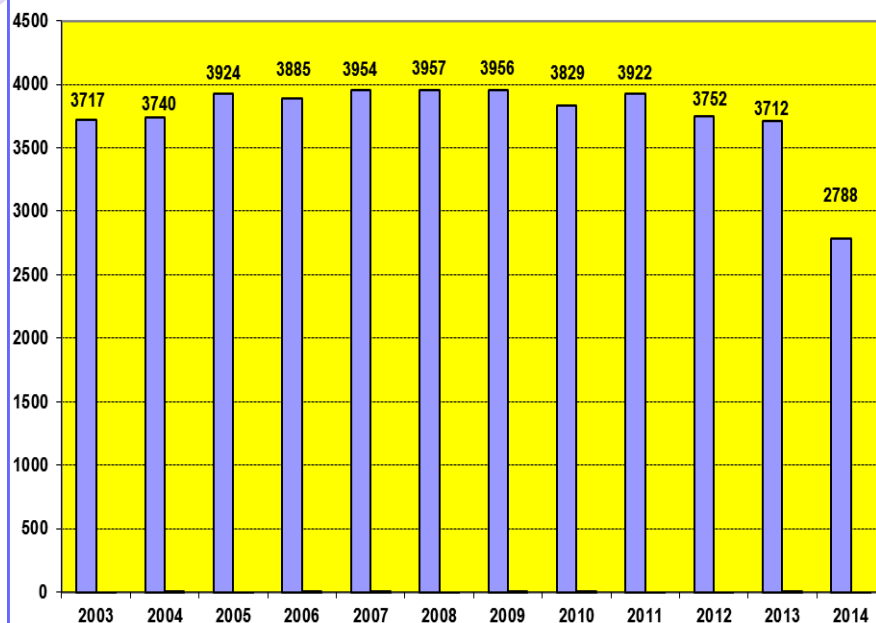
Conseil national de l'UFR

● La décision, entérinée par le Conseil national de l'UFR, de charger des camarades de suivre précisément sections et syndicats des départements de leur région, devrait donner des résultats rapidement, sous forme **d'une augmentation des FNI, réglés, d'une meilleure connaissance des animateurs** de ces sections et syndicats ainsi que, surtout, **une meilleure prise en compte de la continuité syndicale.**

N'hésitez pas à nous interroger si vous souhaitez connaître les coordonnées du référent suivant votre département.

l'Orga - le point

FNI payés au 6 octobre 2014



La vie des sections

● ASSEMBLÉE DES SYNDIQUÉS RETRAITÉS MICHELIN

Notre assemblée a seulement rassemblé 16 camarades, le 7 octobre, alors qu'une bonne « couverture » avait été faite au préalable. Il est vrai que le contexte actuel est particulièrement inquiétant, pour les salariés et les retraités, et pour le pays dans son ensemble. Pourtant, c'est bien en se réunissant, en débattant, que l'on trouvera les moyens pour mieux s'informer, à l'abri des déformations des médias, pour se munir d'arguments afin de discuter autour de nous pour convaincre de la nécessité de lutter. C'est un impératif.

Bien que notre assemblée ait été relativement modeste, cela n'a pas empêché un riche débat de fond où le constat de la situation a vite été dépassé pour se projeter sur les moyens de sortir du mur où le pouvoir d'aujourd'hui, et ceux du passé nous ont enfoncé.

Notre pays a-t-il ou pas les moyens financiers pour répondre aux aspirations de la population ? Une majorité souffre, mais une poignée de privilégiés ont vu leur richesses enfler et les actionnaires leurs dividendes augmenter de 30 %. Tout ce « beau » monde en veut encore plus, c'est sans fin si on laisse faire.

Ces milliards sont pris dans nos poches, celles des salariés actifs, retraités, des malades, des accidentés (personne n'y échappera), des familles, des chômeurs qui en plus sont insultés honteusement.

La Sécurité sociale, grand acquis à la Libération, est dépecée, et le Sénat vient de donner le feu vert au

Gouvernement pour supprimer les élections prud'homales, pour raboter des centaines de conseillers CGT. L'Etat racle tout, jusqu'aux fonds de tiroirs mais trouve de l'argent pour la guerre...

Le 16 octobre doit être le point de départ d'un prolongement dans les luttes pour que celles-ci soient gagnantes à terme. Des idées ont été émises pour ce prolongement, comme par exemple l'organisation à Paris d'un grand rassemblement, un samedi ou un dimanche.

A notre assemblée, les camarades ont débattu de tout cela et de la nécessité de surmonter nos difficultés à se

faire entendre car, pour le moment, nous avons perdu la bataille des idées. Une publication spéciale sur le plan départemental pourrait être envisagée, bien construite, avec des arguments simples mais solides ainsi que nos propositions. Faut-il faire des réunions par petits groupes par quartier, par village, pour redonner le moral au plus grand nombre et pour mobiliser beaucoup plus ?

Aujourd'hui, les médias font beaucoup de mal, jusqu'à entrevoir, sans trop de gêne, voire même quitte à lui donner un coup de main, la prochaine alternance présidentielle avec le FN. Les vieux démons du temps du Front Populaire semblent ressurgir !

Nous avons déjà connu des périodes difficiles et nous nous en sommes toujours sortis. Pourquoi n'en serait-il pas de même actuellement ?

Pour la section, Michelle BOUTIGNY

